



Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés
Tél. : 04.92.40.28.04
E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud
Gap-Sisteron - Briançon - Laragne - Embrun - Alghettes

SE9 N85

MARCHE DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION DES ETABLISSEMENTS DU GHT DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES DU GHT DES ALPES DU SUD- MCVC24 – RELANCE LOT 1

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.) N° 025-2025

Marché passé en Appel d'Offres Ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics :
des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Passation d'un ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).

Codes nomenclature DGOS : PC18A000 – TPC18B000

Date d'envoi de la consultation :

- au JOUE et au BOAMP : 19/12/2025
- sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> : 19/12/2025

Date limite de réception des offres : 19/01/2026 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	5
ARTICLE 5 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER.....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....	6
ARTICLE 7 – VISITE OBLIGATOIRE DES INSTALLATIONS PREALABLE	9
ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 9 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	10
ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

✚ Pouvoir adjudicateur :

Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud

Etablissement support : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)
– site de GAP, représenté par le Directeur d'établissement.

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP CEDEX

Coordonnateur du groupement :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS) – site de GAP, représenté par le Directeur d'établissement.

✚ Objet de la consultation :

La présente consultation a pour objet la relance du lot 1 des prestations de maintenance et d'entretien des installations de chauffage, ventilation et de climatisation pour les établissements du GHT des Alpes du Sud dans le cadre du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud.

À titre d'information, il est précisé que ces lots correspondent à une relance partielle d'un marché précédemment décomposé en trois lots. Les lots n°2 (CHICAS, CHBD et CHE) et n°3 (CH BARCELONNETTE) de la procédure initiale sont actuellement en cours d'exécution et ne sont pas concernés par la présente consultation.

Les établissements concernés par cette consultation sont :

- Centre Hospitalier des Escartons de Briançon
- Centre Hospitalier d'Aiguilles-Queyras

✚ Type de marché : Services

✚ Division en lots :

Le présent marché est alloté conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

Il est décomposé en deux lots géographiques distincts correspondant chacun à un établissement public de santé :

- **Lot n°1 : Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON, GCS plateforme hospitalière site de BRIANCON**
-
- **Lot n°4 (issus de l'ancien lot 1) : Centre Hospitalier d'AIGUILLES-QUEYRAS**

Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct.

✚ Variantes : non autorisées.

✚ **Durée du marché :**

La durée du marché est d'un an à compter du 26/02/2026.

Il sera ensuite renouvelable une fois par tacite reconduction par période de douze mois. La durée maximale du marché est de 2 ans.

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1 Procédure

Ce marché est passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics, des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).

Les seuils de commandes maximum annuel, par période, sont :

Lots	Seuils maximums annuel
Lot 1 : CH Briançon, GCS Plateforme Briançon	60 000,00 € HT
Lot 4 : CH Aiguilles-Queyras	60 000,00 € HT

2-2 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCP).

2-3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- le Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'Acte d'engagement (formulaire ATTRI1 pré-rempli par l'Etablissement) ;
- les annexes financières à l'acte d'engagement (BPU) (une pour chaque lot) ;
- les questionnaires techniques – fiches interventions (un pour chaque lot) ;
- le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCP) et ses annexes ;
- les formulaires DC1 et DC2 version 2019 ;

- l'attestation sur l'honneur ;
- une information sur la signature électronique des documents ;
- le mode d'emploi de dépôt des offres électroniques sur la plateforme de dématérialisation.

ARTICLE 4 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le candidat est tenu au secret professionnel sur toutes les informations techniques financières ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite du Centre Hospitalier, le candidat s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le candidat s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Le Centre Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues des candidats.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par le Centre Hospitalier ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 5 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les pièces constitutives du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Afin de pouvoir lire les documents mis à leur disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Adobe® Acrobat® (.pdf)
- Word (.docx) ou Excel (.xlsx)
- Rich Text Format (.rtf)
- Powerpoint
- et les fichiers compressés au format Zip® (.zip)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est fortement conseillé au candidat de s'identifier en renseignant le nom de l'organisme soumissionnaire et le nom de la personne physique téléchargeant les documents, et de fournir une adresse électronique permettant d'assurer de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de

toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels précisions ou reports de délais.

Les candidats qui rencontreraient des difficultés au niveau du téléchargement auront la possibilité de demander le dossier de consultation, par mail, à l'adresse suivante :

cellulemarches@chicas-gap.fr

Aucun envoi du dossier sur simple demande téléphonique ne sera effectué. De ce fait, les candidats devront demander le dossier de consultation à la Cellule des Marchés :

- par mail (cellulemarches@chicas-gap.fr),
- ou par courrier à l'adresse suivante :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud

DAE- Cellule des marchés

1, place Auguste Muret – B.P. 101

05007 GAP CEDEX

à la suite de quoi, le dossier complet sera transmis par voie électronique.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au **Lundi 19 Janvier 2026 à 12h00.**

Les offres seront obligatoirement dématérialisées et déposées sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

Les soumissionnaires devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :
Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- Adobe® Acrobat® (.pdf)
- Word (.docx) ou Excel (.xlsx)
- Rich Text Format (.rtf)
- Powerpoint.

Attention à la forme des documents transmis électroniquement :

*****You must imperatively respect the formalism described below and in annex in the document "mode d'emploi de dépôt des offres électroniques", page 3/3*****

En cas de format différent, le CHICAS se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe »
- ne pas utiliser certains outils, notamment les macros
- traiter préalablement les fichiers constitutifs de sa candidature et de son offre avec un antivirus.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des instructions d'utilisation présentes sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est rappelé que la durée de la transmission de la réponse du soumissionnaire vers le serveur <https://www.marches-publics.gouv.fr> est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidats devront prévoir un délai nécessaire pour la transmission électronique.

L'acte d'engagement et le bordereau de prix transmis par voie électronique pourront être signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie du 28/08/2006 (chapitre II). L'offre doit être accompagnée de ce certificat.

Les catégories de certificats de signature utilisés doivent être :

- conformes au référentiel intersectoriel de sécurité
- référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (cf. <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>).

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré, vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de démontrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficultés à télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plateforme, les candidats doivent activer l'aide en ligne.

Virus

Tout document électronique envoyé par un candidat, dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le CHICAS, peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le CHICAS reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse électronique, une copie de sauvegarde sous format papier et/ou sur support physique électronique (CD, DVD, clé USB).

Cette copie, pour être recevable, devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres et l'enveloppe d'envoi devra comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde » à la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud.

Il est ici précisé que l'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation et qu'il appartient au candidat de décider s'il souhaite ou non utiliser cette possibilité de doubler sa transmission par voie électronique d'une transmission par voie postale. La copie de sauvegarde ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté,
- la réponse transmise par voie électronique n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le CHICAS s'il n'est pas ouvert.

Les offres sont déposées sous la seule responsabilité des candidats.

En aucun cas, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne peut être recherchée au cas où la plateforme de dématérialisation n'aurait pas respecté son engagement vis-à-vis de l'opérateur économique. Il appartiendra, dans le cadre du lien de droit privé qui l'unit, au candidat lésé, de se retourner contre le prestataire qui n'a pas respecté son engagement contractuel.

L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable de la réception hors délai des candidatures et des offres.

L'enveloppe contient :

A) les renseignements demandés ci-dessous:

Pour l'appréciation des capacités juridiques, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- **La lettre de candidature** et désignation du mandataire par ses co-traitants en cas de groupement (**DC1**) - version 2019.
- **L'attestation sur l'honneur** à dater et signer (électroniquement ou pas).

Pour l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières :

- **La déclaration du candidat (DC2)** - version 2019.
Un exemplaire pour chaque membre en cas de groupement.
- L'attestation d'**assurance responsabilité civile professionnelle**.
- Le candidat établi dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France.
- Une **délégation de pouvoir** si nécessaire.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Il est fortement recommandé au candidat de produire en outre :

- les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, dont **un extrait Kbis de moins de 3 mois**. Ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché,
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales (**attestation de régularité fiscale**) et sociales (**attestation de vigilance URSSAF en cours de validité**).

Les offres des candidats seront obligatoirement établies en français et en euros.

B) les documents suivants :

- la(es) **annexe(s) financière(s) à l'acte d'engagement**, datée(s), tamponnée(s) et signée(s) (si possible électroniquement)
- le(s) questionnaire(s) technique(s) daté(s), tamponné(s) et signé(s) (si possible électroniquement)
- un **mémoire technique** sur la mise en œuvre du marché comprenant notamment :
 - la présentation de la société,
 - les moyens alloués à la bonne réalisation du marché
 - les personnels et leurs qualifications en charge de la maintenance et du dépannage
 - la liste des références concourant à une prestation équivalente
 - l'organisation de l'astreinte
 - les possibilités de consultation Extranet
 - les engagements en termes de développement durable.

En outre, il est fortement recommandé de produire l'acte d'engagement (formulaire ATTR11 version 2019 Code de la commande publique), **pré-rempli par l'établissement**, complété, daté, tamponné et signé (si possible électroniquement - attention à la mise en page du document), accompagné d'un **relevé d'identité bancaire**.

Tous ces documents doivent être signés par la personne ayant le pouvoir ou ayant reçu le pouvoir (dans ce cas, joindre une attestation de délégation de pouvoir) d'engager la Société (cf. DC1) et dont le nom sera mentionné dans les différentes rubriques.

Le pouvoir adjudicateur qui retient une entreprise qui lui a caché sa situation de redressement judiciaire, peut revenir sur son choix et reprendre l'examen des offres.

Une fois déposée, l'offre ne pourra être ni modifiée, ni retirée. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de l'offre.

ARTICLE 7 – VISITE OBLIGATOIRE DES INSTALLATIONS PREALABLE

La visite des installations par le candidat est obligatoire pour s'assurer de la pertinence de son offre.

Pour cela, vous devrez prendre rendez-vous par téléphone auprès de :

- ✚ Pour le CHEB à BRIANCON :
Bertrand RIBEYRON
Tél. : 04.92.25.21.51
- ✚ Pour les Centres Hospitaliers d'AIGUILLES :
Florent BUES – Responsable des Achats
Tél. : 04.92.48.49.02

Un certificat de visite sera établi le jour de la visite, celui-ci sera alors joint à l'offre.

ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué dans les conditions fixées aux articles R.2152-6 et R. 2152-7 du Code de la Commande Publique.

Le classement des offres conformes aura lieu sur la base de l'évaluation de l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère 1 : Proposition de prix	60 %
Critère 2 : Valeur technique de l'offre appréciée en fonction de :	40 %
- Organisation (notamment au vu du mémoire technique et des éléments demandés)	15 %
- Délai d'intervention correctif d'intervention urgente	10 %
- Traçabilité des interventions	5 %
- Gamme de maintenance préventive proposée	10 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite à déposer sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les sociétés ayant retiré le dossier, 8 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Fait à GAP, le 15 Décembre 2025

Pour le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud :

Le coordonnateur :

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,
Le Directeur Adjoint :



Clément GIRARD